

Les mauvaises résolutions de Sarko pour 2008 !

A l'image de ses six premiers mois en 2007, Sarkozy entend bien continuer à casser nos droits, et mener sa politique en faveur des riches et des patrons ! Malgré une grogne de plus en plus présente, notamment sur la question du pouvoir d'achat (un français sur deux gagne moins de 1200 euros par mois...), Sarko veut imposer toujours plus de précarité et d'injustices aux uns, tandis que pour les autres, les profits explosent.

Plus de précarité !

Dans ses vœux, Sarko a souhaité que 2008 soit la fin des 35 heures, et annonce vouloir remettre en cause la notion même de durée du temps de travail.

Dans le même registre, il compte s'attaquer aux contrats de travail : Une période de « validation économique répondant à l'incertitude des entreprises » de 18 mois serait mise en place permettant le licenciement pour motif de « perspective d'activité incertaine ». C'est le retour de la longue période d'essai contre laquelle nous sommes battus en 2006 lors du mouvement CPE. Le CDD quant à lui

serait vidé des maigres protections qu'il offrait, notamment l'interdiction de dépasser le seuil maximal de 18 sous peine de requalification en CDI...

Casse de l'enseignement

Après avoir imposé la loi Pécresse, le gouvernement s'en prend désormais aux BEP (voir encadré). De plus, c'est de nouveau 11 000 postes qui seront supprimés à la rentrée prochaine. Et diverses réformes visant le lycée et la faculté sont annoncées, avec toujours pour but de faire sortir le plus vite les jeunes de l'enseignement.

Une seule solution lutter !

En 2006, c'est par la grève et l'unité que jeunes et salariés ont obtenu le retrait du CPE. A l'automne, les cheminots et les étudiants n'ont pas gagné sur leurs revendications, mais ont pu éviter une victoire totale du gouvernement, et prouver que face aux attaques, nous sommes capables de résister. Le 24 janvier, une grève de la fonction publique est annoncée. Soyons avec nos profs dans la rue pour amorcer la lutte !



Non à la réforme du bac pro !

D'après les récentes déclarations du ministre, le centre de la réforme, c'est la généralisation des diplômes Bac pro préparés en 3 ans au lieu du cycle BEP/Bac Pro habituel préparé en 4 ans. L'objectif est donc de détruire le BEP.

Le BEP est le seul diplôme professionnalisant reconnu par les conventions collectives. Les conventions permettent d'avoir un salaire minimal et un certain nombre de droits. Généraliser le bac pro, c'est donc toucher aux futurs salaires des élèves, c'est imposer la volonté du patronat de baisser tous les salaires et d'avoir **une main d'œuvre sans droits**.

Il existe aujourd'hui 69 filières, demain, il n'y en aura plus que 20. C'est une réduction drastique de l'offre de formation pour privilégier l'intérêt des entreprises locales à celui des élèves. Ceux-ci iront où il y aura des places c'est-à-dire dans les filières rentables. **De plus, un quart de la formation supprimé signifie également 25% des postes de profs supprimés**. Cela implique des classes surchargées donc un enseignement de mauvaise qualité. D'autre part, le dernier rapport du ministre de l'éducation sur la question lycéenne prévoit l'autonomie des collèges et des lycées : il n'y aura plus de programmes nationaux, la qualité d'enseignement diffèrera donc d'un bahut à l'autre...

Cette réforme comme toutes celles depuis plus de 10 ans n'a rien de pédagogique ! Elle est là pour faire des économies dans l'intérêt des chefs d'entreprise. En ce moment, il y a une accélération des attaques, mais nous ne nous laisserons pas faire. Des mobilisations dans les lycées pro ont déjà commencées et il est possible d'empêcher cette réforme en se mobilisant... **Les manifs, la grève sont nos armes, sachons les utiliser !**

Non à la casse de l'éducation !

Le projet de civilisation de Nicolas Sarkozy n'a rien de nouveau. Alors qu'il veut incarner le changement, son projet n'est qu'une continuité des politiques libérales mises en place ces dernières années par les différents gouvernements. En matière d'éducation, cela se traduit par des réformes comme la loi Pécresse sur l'autonomie des universités ou la réforme du BEP. Les buts sont simples : **la casse du service public de l'enseignement** et faire en sorte que le système éducatif réponde aux seules exigences du patronat. En effet, pourquoi garder une école publique

alors qu'il est possible de faire de l'argent avec le système éducatif ? De plus pourquoi la formation professionnelle qui coûte chère aux entreprises ne pourrait-elle pas se faire directement au lycée ou la fac ? La conséquence de telles réformes, c'est la mise en place d'une école à deux vitesses : des pôles d'excellence pour les riches et des structures ultra-professionnalisées pour les autres. C'est pourquoi, comme il est impossible d'accepter de telle réforme, nous devons nous organiser pour **résister** et faire en sorte qu'elles soient retirées.